



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
BASSIN AUTERIVAIN
Haut-Garonnais

Envoyé en préfecture le 22/05/2025

Reçu en préfecture le 22/05/2025

Publié le 23/05/2025

ID : 031-200068807-20250520-2025_59-DE



REGLEMENT DE LA DÉCHÈTERIE DES PROFESSIONNELS



SOMMAIRE

PRÉAMBULE	p 3
Art 1 : OBJET DU REGLEMENT	p 3
Art 2 : DÉFINITION	p 4
Art 3 : ACCÈS AUTORISÉS	p 4
Art 4 : CONTROLE DE L'ACCÈS EN DÉCHÈTERIE	p 5
Art 5 : VÉHICULES ET VOLUMES ACCEPTÉS	p 6
Art 6 : HORAIRES D'OUVERTURES	p 6
Art 7 : DÉCHETS ET QUANTITÉS ACCEPTÉES ET TARIFICATION	p 6
Art 8 : DÉCHETS REFUSÉS	p 8
Art 9 : MODALITÉS DE PAIEMENT	p 8
Art 10 : ROLE ET COMPORTEMENT DES AGENTS	p 9
Art 11 : ROLE ET COMPORTEMENT DES UTILISATEURS	p 10
Art 12 : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DES RISQUES	p 11
Art 13 : RESPONSABILITÉS	p 12
Art 14 : INFRACTIONS ET SANCTIONS	p 13
Art 15 : DISPOSITIONS FINALES	p 14
Annexe 1 : procédure d'inscription	
Annexe 2 : liste des communes de la CCBA	



PRÉAMBULE

Le producteur de déchets issus d'une activité professionnelle, est responsable de ces déchets de leur production jusqu'à leur élimination finale (loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée). Chaque entreprise est donc responsable de l'élimination de ses déchets et doit s'assurer que leur élimination est conforme à la réglementation.

En conséquence, sont interdits :

- le brûlage des déchets à l'air libre ;
- le dépôt sauvage ou l'enfouissement sauvage des déchets ;
- le rejet direct à l'égout des déchets ;
- le rejet direct des déchets toxiques dans les eaux superficielles ou souterraines ;
- le mélange des déchets professionnels aux ordures ménagères.

En effet, **la communauté de communs Bassin Auterivain (CCBA)** a l'obligation dans le cadre de ses compétences, de réceptionner, de traiter et d'éliminer les déchets ménagers et assimilés mais **n'a aucune obligation de collecte vis-à-vis des déchets des entreprises, quels qu'ils soient.**

La CCBA a pourtant choisi de prendre en charge les déchets des activités commerciales et artisanales de son périmètre. Ceci la contraint à instaurer une redevance spéciale pour la collecte des déchets professionnels en porte à porte (loi n° 92-646 du 13 juillet 1992), dont le montant est calculé en fonction de l'importance du service rendu.

Pour ce qui concerne les apports en déchèterie des déchets à caractère professionnel, la CCBA a mis en application une facturation, dont les modalités permettront aux entreprises d'être :

- en conformité avec la réglementation relative à l'élimination des déchets (application du principe du producteur-payeur) ;
- capables de justifier devant leurs clients et l'Etat de la réception, de transfert et de traitement de leurs déchets, grâce à l'émission d'une facture correspondant au service rendu.

Article 1 : OBJET DU REGLEMENT



Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et les modalités auxquelles sont soumis les utilisateurs de la déchèterie professionnelle de la CCBA. Les dispositions du présent règlement s'appliquent **sans restriction à tous les utilisateurs, qu'ils soient publics ou privés.**

Article 2 : DÉFINITION

Une déchèterie est une installation classée pour la protection de l'environnement (loi du 15 juillet 1975). La déchèterie est un espace aménagé, gardienné, clôturé, où les professionnels peuvent apporter les déchets issus de leur activité professionnelle. Ces déchets doivent être triés et répartis dans les contenants spécifiques afin de permettre une valorisation maximale des matériaux.

La déchèterie est gardiennée par un employé de la CCBA. **Ses indications et consignes doivent être suivies.**

Article 3 : ACCÈS AUTORISÉS

3.1. L'accès est AUTORISÉ ET PAYANT pour :

- 3.1.1 Les Petites et Moyennes Entreprises** implantées dans les communes de la CCBA (annexe 2).
- 3.1.2 Les Petites et Moyennes Industries, les commerces, les artisans, les exploitants agricoles**, ainsi que les établissements tels que **les structures d'enseignement (collèges, CFPPA, etc...), cliniques, maisons de retraite, les structures ayant pour vocation la prise en charge des personnes en situation de handicap et des personnes dépendantes et fragilisées** implantés sur le territoire de la CCBA.
- 3.1.3 3.1.3. Les auto-entrepreneurs** travaillant en chèque emploi service ainsi que **les associations et entreprises agréées de service à la personne** implantés sur le territoire de la CCBA.
- 3.1.4. Les professionnels résidant en dehors des communes de la CCBA** s'ils justifient d'un chantier sur le territoire de compétence de la CCBA par un document mentionnant l'adresse du chantier (devis, facture...).
- 3.1.5. Les particuliers qui veulent vider des déchets assimilables par leurs natures et/ou leurs volumes à des déchets professionnels**, résidant dans les communes de la CCBA.

3.2. L'accès est AUTORISÉ ET GRATUIT pour :

- 3.2.1. Les particuliers qui utilisent des véhicules dont la hauteur est supérieure à 1,80 mètres** (y compris véhicules de location) résidant dans les communes

de la CCBA dans la limite de 6 passages annuels (se référer au règlement des déchèteries des particuliers).

3.2.2. Les professionnels résidant dans les communes de la CCBA qui souhaitent déposer leurs déchets domestiques avec leurs véhicules professionnels dans la limite de 6 passages annuels.

3.2.3. Les collectivités de 19 communes de la CCBA.
Article 4 : CONTROLE DE L'ACCÈS EN DÉCHÈTERIE

➤ **POUR LES USAGERS CONCERNÉS PAR LES PARAGRAPHES 3.1.1, 3.1.2, 3.1.3 et 3.1.4**

L'identification des usagers professionnels est effectuée à l'aide d'un code d'accès (QRCODE), remis par la CCBA après enregistrement.

Ce QRCODE est nominatif et propre à chaque utilisateur. Il permettra d'identifier automatiquement la raison sociale de l'entreprise, et conditionnera l'envoi d'une facturation correspondante à la nature et à la quantité du ou des déchets apportés.

Pour accéder à la déchèterie, les professionnels doivent suivre les indications du site internet suivant :

<https://smmouillonne.e-reom.net/FrmStart.aspx>

ou, à défaut, compléter la demande de code à l'aide du document type (annexe 1) et fournir l'ensemble des documents demandés.

Le QRCODE sera transmis après inscription par mail, SMS ou courrier. **Il pourra être imprimé par les utilisateurs ou être présenté par l'intermédiaire d'un smartphone.**

➤ **POUR LES USAGERS CONCERNES PAR LES PARAGRAPHES 3.2.1 et 3.2.2**

Les usagers autorisés à déposer gratuitement leurs déchets 6 fois par an à la déchèterie des professionnels **doivent se doter d'un d'accès dès leur premier passage.**

L'abstention du QRCODE se fait dans les mêmes conditions que pour les autres utilisateurs (internet ou courrier). Seules les pièces justificatives changent (voir annexe 1).

Les personnes refusant de présenter leur autorisation d'accès ne seront pas autorisées à déposer leurs déchets.

➤ **POUR LES USAGERS CONCERNES PAR LES PARAGRAPHES 3.2.3**

Les communes doivent se munir d'un code d'accès pour pénétrer dans la déchèterie des professionnels et suivre les mêmes procédures d'inscription que les autres usagers.

Article 5 : VÉHICULES ET VOLUMES ACCEPTÉS

L'accès est limité aux véhicules légers, attelés ou non, dont le PTAC n'excède pas 3.5 tonnes et très exceptionnellement aux véhicules d'un PTAC à 19 tonnes.

La circulation intérieure est soumise au code de la route et la vitesse est limitée au pas (max. 5 km/h). Les manœuvres automobiles se font aux risques et périls des utilisateurs.

L'utilisateur se conformera aux indications du responsable de site en ce qui concerne le stationnement et la circulation.

Le présent règlement ne définit pas de seuil minimum sur les volumes déposés par les professionnels.

Cependant, **l'acceptation de gros volumes (sup à 10 m³) ne pourra se faire sans l'accord préalable de la collectivité.** Celle-ci se réserve la possibilité de refuser le dépôt si elle juge être dans l'incapacité de recevoir le chargement.

Article 6 : HORAIRES D'OUVERTURES

Les horaires d'ouvertures sont fixés par arrêté pour les professionnels et particuliers avec véhicules hors gabarits. Ils seront diffusés sur le site internet de la CCBA ainsi qu'affichés à la déchèterie.

En dehors des horaires, l'accès à la déchèterie est formellement interdit. La CCBA se réserve le droit d'engager des poursuites envers les contrevenants pour violation de propriété privée.

Article 7 : DECHETS ET QUANTITES ACCEPTEES, TARIFICATION

Les déchets et les quantités acceptés sont listés dans le tableau dans ci-dessous :

DÉCHETS ACCEPTÉS	QUANTITÉS ACCEPTÉS
DECHETS NON DANGEREUX DES PROFESSIONNELS ET DES PARTICULIERS	
FERRAILLE	5M3 PAR APPORT
CARTONS	



ULTIMES OU MELANGES (DIB)	
DECHETS VERTS	
BOIS NON TRAITE	
GRAVATS	
SOUCHES ET TRONCS	
PNEUS VL PROPRES ET DEJANTES*	10 UNITES PAR APPORT pour les particuliers uniquement
DECHETS DANGEREUX DES PARTICULIERS UNIQUEMENT*	
BATTERIES	10 UNITES PAR APPORT
HUILES VEGETALES	20 LITRES
HUILES MINERALES	10 LITRES
RADIOGRAPHIES	50 UNITES PAR APPORT
PEINTURES	50 KG PAR APPORT
ACIDES	
AEROSOLS	
COMBURANTS	
SOLVANTS DIVERS	
PHYTOSANITAIRES	
PRODUITS NON IDENTIFIES	
BIDOND VIDES SOUILLES	20 UNITES PAR APPORT
PETITS EXTINGUEURS	10 UNITES PAR APPORT
AMPOULES/ NEONS	10 UNITES PAR APPORT
PILES ET ACCUMULATEURS	50 UNITES PAR APPORT

*** Ces déchets font l'objet d'un stockage provisoire (moins de 3 heures) avant d'être acheminés vers la déchèterie des particuliers pour être stockés en conformité avec la réglementation**

Les professionnels du territoire devront s'acquitter d'un abonnement trimestriel pour accéder à la déchèterie professionnelle.

Les tarifs sont votés par délibération et affichés dans le local d'accueil de la déchèterie et sur le site internet de la CCBA.

Article 8 : DÉCHETS REFUSÉS

Les déchets refusés sont :

- Les ordures ménagères ;

- L'amiante ;
- Les pneus PL, tracteur et VL sales ou jantés ;
- Les déchets dangereux types pâteux, solvants, produits phytosanitaires, aérosols, comburants, produits non identifiés des professionnels ;
- Les déchets radioactifs, ou présentant un risque pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur toxicité. Les produits explosifs ou inflammables ;
- Les déchets hospitaliers et médicaux, anatomiques ou infectieux ;
- Les carcasses de voitures ou de camions ;
- Les produits non identifiés ou non identifiables ;
- Les bouteilles de gaz ;
- Les extincteurs de plus de 2 kgs ou 2 litres ;
- Les déchets organiques putrides, les cadavres d'animaux.

Cette liste n'est pas exhaustive. **Le responsable du site est habilité à refuser des déchets qui, par leur nature, leur forme, leur dimension, volume ou quantité, présenteraient un danger ou des sujétions particulières pour l'exploitation.**

Article 9 : MODALITÉS DE PAIEMENT

La facturation est effectuée par la collectivité à partir des éléments enregistrés par l'agent d'accueil lors du dépôt des déchets.

Les factures sont **envoyées trimestriellement à partir d'un montant de 8€ TTC**. Si ce seuil n'est pas atteint au titre d'un trimestre donné, la somme due est reportée sur le ou les trimestres suivants, jusqu'à ce qu'il soit atteint. Si ce seuil n'est pas franchi sur l'année, la facture est alors envoyée à l'issue de celle-ci.

Afin de prévenir tout litige pouvant survenir lors de la facturation, **le professionnel doit impérativement valider les données de pesées entrées informatiquement par l'agent d'accueil en signant directement sur le PDA** (Personnel Digital Assistant).

Le professionnel se libérera des sommes dues en exécution du présent règlement, par règlement par chèque (à l'ordre du Trésor Public) ou en numéraire (trésorerie d'Auterive) dans les 30 jours suivant la présentation de l'avis de somme à payer (facture accompagnée d'un titre de recettes).

A défaut de règlement, le recouvrement contentieux prévu par les lois et règlements sera engagé et le service d'accès à la déchèterie pourra être suspendu jusqu'au recouvrement de la créance par la CCBA.

Article 10 : ROLE ET COMPORTEMENT DES AGENTS



10.1. Le rôle des agents

Les agents de déchèterie sont employés par la CCBA. Ils ont l'autorisation et l'obligation de faire appliquer le règlement intérieur aux usagers.

Le rôle de l'agent auprès des usagers consiste à :

- ouvrir, fermer et entretenir le site ;
- contrôler l'accès des usagers à la déchèterie professionnelle selon les moyens de contrôle mis en place ;
- tenir informés les usagers du règlement et de le faire appliquer,
- enregistrer les données relatives à la fréquentation, à la nature des déchets apportés, à l'enlèvement des déchets ;
- identifier, quantifier et enregistrer tous les apports ;
- orienter les utilisateurs vers les bennes et les lieux de dépôts adaptés ;
- refuser si nécessaire les déchets non admissibles, conformément aux dispositions du présent règlement intérieur, et d'informer le cas échéant des autres lieux de dépôts adéquats ;
- faire respecter les règles de sûreté, d'hygiène et de sécurité par les usagers ;
- réceptionner, différencier et stocker les déchets diffus spécifiques ;
- enregistrer les plaintes et les réclamations des usagers et informer la CCBA de toute infraction au règlement.
- Ouvrir et refermer les barrières de sécurité pendant la phase de vidage par bannage uniquement et veillez à ce que les usagers reste dans leur véhicule durant toute la phase de déchargement .

Les usagers doivent effectuer eux même le tri, la séparation et le déchargement de leurs déchets. Les usagers peuvent solliciter l'aide des agents d'exploitation lorsqu'ils rencontrent des difficultés à déposer un objet du fait de son volume ou de son poids. La CCBA se dégage de toute responsabilité en cas de dégradation du véhicule lors du déchargement par l'un de ses agents d'exploitation.

Les agents d'exploitation peuvent solliciter les utilisateurs pour qu'ils nettoient le sol ou les abords de la benne après leurs dépôts. Pour ce faire, du matériel de nettoyage est mis à disposition.

10.2. Interdictions

Il est formellement interdit aux agents de :

- se livrer à tout chiffonnage ;
- solliciter un quelconque pourboire ;



- fumer sur l'ensemble du site ;
- consommer, distribuer ou être sous l'influence de produits stupéfiants et/ou d'alcool sur le site ;
- descendre dans les bennes.

Article 11 : ROLE ET COMPORTEMENT DES UTILISATEURS

11.1. Le rôle des usagers

Le déchargement de déchets dans les bennes se fait aux risques et périls des usagers.

L'utilisateur doit :

- se renseigner sur les conditions d'accès et de dépôt ;
- se présenter à l'agent et respecter les contrôles d'accès ;
- avoir un comportement correct envers l'agent de déchèterie ;
- respecter le règlement intérieur et les indications de l'agent de déchèterie ;
- trier ses déchets avant de les déposer dans les lieux mis à sa disposition ;
- respecter le Code de la route et la signalétique sur le site et manœuvrer avec prudence ;
- laisser le site aussi propre qu'avant son arrivée et, au besoin, effectuer un balayage ;
- respecter le matériel et les infrastructures du site.

En cas de saturation des bennes ou contenants, l'utilisateur devra s'adresser à l'agent de déchèterie afin de savoir la démarche à suivre.

Tout utilisateur qui refuse d'effectuer le tri de ses déchets peut se voir interdire l'accès aux à la déchèterie.

11.2. Interdictions

Est strictement interdit aux utilisateurs de :

- s'introduire dans les contenants de déchets ;
- se livrer à tout chiffonnage ;

- donner un quelconque pourboire à l'agent de déchèterie ou aux autres usagers ;
- fumer sur le site ;
- pénétrer dans le local de stockage des déchets dangereux ;
- pénétrer dans le local de l'agent de déchèterie, sauf en cas de nécessité absolue et en lien avec les agents de déchèterie.
- De sortir de son véhicule pendant la phase de déchargement par bennage lorsque les barrières sont ouvertes par l'agent

Article 12 : SECURITE ET PREVENTION DES RISQUES

12.1 La circulation et le stationnement

La circulation dans l'enceinte de la déchèterie se fait dans le strict respect du Code de la route et de la signalisation mise en place. **La vitesse est limitée à 5 km/h.**

Les piétons sont prioritaires sur les véhicules en circulation.

Il est demandé aux utilisateurs d'arrêter le moteur de leur véhicule pendant le déchargement.

12.2. Risques de chute

Les barrières de sécurité de la déchèterie doivent rester fermées en permanence.

Seules les opérations de bennage pourront conditionner l'ouverture des barrières (sauf pour les particuliers pour lesquels les opérations de bennage sont interdites). Dans ce cas uniquement, seul l'agent d'accueil sera habilité à les ouvrir et les fermer.

Les professionnels devront impérativement rester dans leurs véhicules pendant toute la phase de déchargement des déchets.

Toute approche des bennes de déchets lorsque les barrières sont ouvertes est strictement interdite.

L'utilisateur doit décharger lui-même ses matériaux en faisant particulièrement attention à éviter les chutes de plain-pied et en suivant les instructions de l'agent de déchèterie.

12.3. Risques de pollution

Concernant les déchets diffus spécifiques : ils sont pesés et réceptionnés uniquement par les agents de déchèterie qui les entreposeront eux-mêmes dans le local dédié pour le stockage.



Les déchets diffus spécifiques doivent être conditionnés dans leur emballage d'origine et identifiés.

Concernant les huiles de vidange : il est interdit de mélanger les huiles minérales et végétales. En cas de déversement accidentel, il faut prévenir l'agent de déchèterie.

En aucun cas, les récipients ayant servi à l'apport des huiles ne doivent être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt. Ils doivent être déposés suivant les indications communiquées par les agents de déchèterie.

12.4. Risque d'incendie

Tout allumage de feu est interdit, il est donc interdit de fumer dans tout l'ensemble du site.

Le dépôt des déchets incandescents (cendre, charbon de bois...) est interdit.

En cas d'incendie, l'agent de déchèterie est chargé :

- de donner l'alerte en appelant le 18 à partir du téléphone fixe de la déchèterie ;
- d'organiser l'évacuation du site ;
- d'utiliser les extincteurs présents sur le site.

Dans le cas échéant d'une impossibilité d'agir de la part de l'agent de déchèterie, l'utilisateur peut accéder au local de l'agent de déchèterie pour appeler les pompiers (18).

12.5. Surveillance du site : la vidéoprotection

La déchèterie professionnelle est placée sous vidéoprotection de jour comme de nuit afin d'assurer la sécurité des agents, des usagers et des biens.

Les images sont conservées temporairement. Les images de vidéoprotection sont transmises aux services de gendarmerie et pourront être utilisées en cas d'infraction au présent règlement à des fins de poursuite.

Toute personne peut accéder aux enregistrements la concernant, la demande doit être adressée à :

Mr le Président de la communauté de communes Bassin Auterivain
RD 820, ZI Robert Lavigne, 31190 Auterive

Le système de vidéoprotection est soumis aux dispositions réglementaires de la loi du 1^{er} janvier 1995, la loi du 6 janvier 1978 et le décret du 17 octobre 1996.



Article 13 : RESPONSABILITES

13.1. Responsabilité des usagers envers les biens et les personnes

L'utilisateur est responsable des dommages et des dégradations qu'il peut provoquer aux biens et aux personnes sur le site.

La CCBA décline toute responsabilité quant aux casses, pertes et vols d'objets personnels survenant dans l'enceinte des déchèteries. La CCBA n'est pas responsable en cas d'accidents de circulation, les règles du Code de la route s'appliquant dans l'enceinte du site.

Pour toute dégradation involontaire aux installations de la déchèterie par un usager, il sera établi un constat amiable, signé par les deux parties.

13.2. Mesures à prendre en cas d'accident corporel

La déchèterie est équipée d'une armoire à pharmacie contenant les produits et matériels utiles aux premiers soins et située bien en évidence dans le local de l'agent de déchèterie.

La personne habilitée à prendre les mesures nécessaires en cas d'accident des usagers est l'agent de déchèterie. En cas d'impossibilité d'intervention de cet agent ou en cas de blessure de l'agent de déchèterie nécessitant des soins médicaux urgents, contacter à partir du téléphone fixe de la déchèterie le 18 pour les pompiers et le 15 pour le SAMU (112 à partir d'un téléphone mobile).

Article 14 : INFRACTIONS ET SANCTIONS

Tout contrevenant au présent règlement sera poursuivi conformément aux lois et règlements en vigueur.

Sont considérées comme infractions au présent règlement intérieur :

- tout apport de déchets interdits ;
- toute action de chinage dans les conteneurs situés à l'intérieur du site ;
- toute action qui, d'une manière générale, vise à entraver le bon fonctionnement du site ;
- toute intrusion dans la déchèterie en dehors des horaires d'ouverture (violation de propriété privée) ;
- tout dépôt sauvage de déchets ;
- les menaces ou violences envers l'agent de déchèterie.

Les infractions sont passibles de poursuite conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale, et seront systématiquement portées à la connaissance de la Gendarmerie ou du commissariat de Police le plus proche.

Tout récidiviste se verra interdire l'accès de la déchèterie.

Article 15 : DISPOSITIONS FINALES

15.1. Application

Le présent règlement est applicable à compter de son affichage sur le site et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

15.2. Modifications

Les modifications du présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour l'adoption du présent règlement.

15.3. Exécution

Monsieur le Président de la CCBA est chargé de l'application du présent règlement.

15.4. Litiges

Pour tout litige au sujet du service déchèterie, les usagers sont invités à s'adresser par courrier à l'adresse suivante :

Tout litige pourra faire l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties. Dans le cas où elle n'aboutirait pas, les litiges seront du ressort du Tribunal Administratif de Toulouse.

15.5. Diffusion

Le règlement est consultable en déchèterie et sur le site internet de la CCBA www.ccba31.fr



ANNEXE 1 : PROCÉDURE D'INSCRIPTION



ANNEXE 2: LISTE DES COMMUNES DE LA CCBA

AURAGNE
AURIBAIL
AUTERIVE
BEAUMONT SUR LEZE
CAUJAC
CINTEGABELLE
ESPERCE
GAILLAC TOULZA
GRAZAC
GREPIAC
LABRUYERE-DORSA
LAGARDELLE-SUR-LÈZE
LAGRACE-DIEU
LE VERNET
MARLIAC
MAURESSAC
MIREMONT
PUYDANIEL
VENERQUE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU BASSIN AUTERIVAIN
HAUTE-GARONNE**

Nombre de membres

dont le Conseil doit être composé	En exercice	Qui assistent à la séance	Qui ont pris part à la délibération
53	52	34	44

N° 2025-59

OBJET : Modification des règlements des déchèteries des particuliers et des professionnels

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt mai à dix-huit heures trente,

Le Conseil de la Communauté de Communes du Bassin Auterivain Haut-Garonnais, dûment convoqué en date du treize mai, s'est réuni en session ordinaire, à la salle du conseil communautaire au siège de la communauté de communes, sous la présidence de Monsieur Serge BAURENS, Président.

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames Sandrine BARTHE, Martine BORDENAVE, Patricia CAVALIERI D'ORO, Monique COURBIERES, Monique DUPRAT, Nadia ESTANG, Céline GABRIEL, Cathy HOAREAU, Viviane IMBERT, Danielle TENSA, Joséphine ZAMPESE ;

Messieurs René AZEMA, Serge BAURENS, Mathieu BERARD, Dominique BLANCHOT, Patrick BRIOL, Olivier CARTE, Patrick CASTRO, Joël CAZAJUS, Michel COURTIADÉ, Serge DEMANGE, Claude DIDIER, Éric DIDIER, Julien GODEFROY, Régis GRANGE, René MARCHAND, André MARQUET, Joël MASSACRIER, Floréal MUNOZ, Wilfrid PASQUET, Jean-Louis REMY, Philippe ROBIN, Pascal TATIBOUET, Michel ZDAN ;

ABSENTS AVEC PROCURATION : Fabienne BARRE donne procuration à Dominique BLANCHOT, Fanny CAMPAGNE ARMAING à Olivier CARTE, Emilie FREYCHE à Patrick BRIOL, Richard HALUPNIZCAK à Nadia ESTANG, Céline HEBRARD à Floréal MUNOZ, Hélène JOACHIM à Claude DIDIER, Nathalie LAVAIL-MAZZOLO à Viviane IMBERT, Viviane PAUBERT à Régis GRANGE, Laurence VASSAL à Céline GABRIEL, Sébastien VINCINI à Monique COURBIERES ;

ABSENTS EXCUSES : Gisèle ALAUZY, Jean-Claude BLANC, André COSTES, Yoann DARCHE, Catherine MONIER ;

ABSENTS : Didier GALLET, Serge MARQUIER, René PACHER.

lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Nadia ESTANG a été nommée secrétaire de séance.

Monsieur Philippe ROBIN, Vice-Président en charge de la collecte et la valorisation de déchets, rappelle que les déchèteries jouent un rôle fondamental dans la gestion des déchets ménagers et assimilés. Les déchèteries sont en effet conçues comme des dispositifs indispensables pour la collecte, la valorisation, le réemploi et l'élimination de déchets spécifiques occasionnels qui ne peuvent faire l'objet d'une collecte ordinaire en raison de leur nature, leur poids, leur quantité et/ou leur taille.

Si l'objectif principal du règlement des déchèteries est de définir et de délimiter le service public de collecte en déchèterie, l'amélioration de l'information apportée aux usagers en est également l'une des principales composantes. Un règlement de déchèterie est un document conçu à la base pour les usagers du service afin de les informer des consignes à respecter sur le site.

Les horaires sont actuellement indiqués sur les règlements de déchèteries. Or, ces horaires évoluent pour s'adapter aux besoins, il serait donc souhaitable de les supprimer pour éviter des modifications des règlements pour ce seul motif. Monsieur le Vice-Président rappelle que les horaires sont déterminés par arrêté de l'autorité territoriale et propose qu'ils soient diffusés sur le site internet de la CCBA et affichés à l'entrée des déchèteries (particuliers et professionnels).

D'autre part, le tri ayant évolué récemment avec la mise en place des nouvelles REP (filiales avec Responsabilité Elargie du producteur), des modifications sur les déchets acceptés dans les déchèteries des particuliers sont aussi nécessaires.

Monsieur le Vice-Président propose de modifier le règlement de la déchèterie des particuliers de la manière suivante :

Article 2 : ACCESSIBILITÉ

2.3. Cas particuliers des véhicules utilitaires hors gabarit :

Il est proposé de supprimer les horaires et jours et d'inscrire à la suite « Des créneaux horaires leur sont exclusivement réservés. » la phrase suivante : « Ces créneaux sont fixés par arrêté et seront annexés à ce règlement ainsi que diffusés sur le site internet de la CCBA ».

Article 3 : JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE DES DÉCHÈTERIES

Il est proposé de supprimer les horaires et jours d'ouverture et d'inscrire :

« Les jours et horaires d'ouverture, ainsi que des horaires spécifiques en cas notamment de fortes chaleurs, sont pris par arrêté, diffusés sur le site internet de la CCBA ainsi qu'affichés à l'entrée des déchèteries ».

Article 4 : DÉCHETS ACCEPTÉS

Il est proposé de rajouter la phrase suivante :

« Un tri est opéré en fonction des filières à responsabilité Elargie des Producteur (REP) en place : Objet et matériaux de la maison, articles de sport et de loisirs, articles de bricolage et de jardinage, jeux et jouets, ... »



Il est proposé d'enlever les déchets suivants qui ne sont plus dans des filières spécifiques :

Réemploi->plus de partenaire

Gourdes de compote -> dans les déchets d'emballages recyclables

Matériel d'écritures -> dans les ordures ménagères.

Il propose ensuite de modifier le règlement de la déchèterie des professionnels de la manière suivante :

Article 6 : HORAIRES D'OUVERTURES

Suppression des horaires et inscription de la phrase suivante :

« Les horaires d'ouvertures sont fixés par arrêté pour les professionnels et particuliers avec véhicules hors gabarits. Ils seront diffusés sur le site internet de la CCBA ainsi qu'affichés à la déchèterie ».

Monsieur le Vice-Président précise que pour les deux règlements, l'adresse du site internet est mise à jour dans l'article diffusion.

Considérant cet exposé, le conseil communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE les modifications des règlements intérieurs des déchèteries proposées par Monsieur le Vice-Président,

APPROUVE le règlement de la déchèterie des particuliers ainsi modifié et annexé à la présente délibération,

APPROUVE le règlement de la déchèterie des professionnels ainsi modifié et annexé à la présente délibération,

CHARGE Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président en charge de la collecte et la valorisation des déchets, après transmission aux services de l'Etat, de les diffuser, les afficher et les faire appliquer.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour copie conforme.

Le Président,
Serge BAURENS